



COMMUNIQUE DE PRESSE

CETA, Accords UE-Mercosur, Mexique, Océanie...

Les éleveurs de bovins viande appelés à manifester dans toute la France à partir du 10 juin

La Fédération Nationale Bovine appelle les éleveurs de bovins de race à viande à répondre à l'appel à la mobilisation, lancé par la FNSEA, pour dénoncer l'attitude incohérente de la France en matière de politique agricole, et dire stop à la course effrénée à l'importation massive de « malbouffe » dans laquelle elle s'est engagée. Elle invite les éleveurs à participer largement aux actions prévues à partir du 10 juin sur l'ensemble du territoire français avec une double ambition : revendiquer la préservation du « modèle » d'élevage, familial et durable, et défendre une alimentation de qualité pour les citoyens français.

La France peut-elle, tout à la fois, communiquer sur une montée en gamme de l'alimentation offerte à ses consommateurs - à travers le projet de loi issu des Etats Généraux de l'Alimentation en cours d'examen au Parlement - et exposer son élevage à la concurrence déloyale, avec l'importation de centaines de milliers de tonnes de viandes bovines produites au sein de systèmes peu ou pas réglementés sur le plan sanitaire, environnemental et du bien-être animal ?

Pour la Fédération Nationale Bovine, la réponse est claire : ce double-jeu est inacceptable et pourrait être extrêmement lourd de conséquences, pour les consommateurs et les éleveurs qui perdent déjà 2 000 exploitations chaque année.

En 2017 débutait l'application provisoire du CETA et de son quota d'importation à droits de douane nuls de 65 000 tonnes de viandes bovines, issues d'animaux produits selon des méthodes proscrites en Europe, avec antibiotiques comme activateurs de croissance, au sein de « fermes » contenant 24 000 animaux en moyenne...

Ensuite, c'est un accord modernisé avec le Mexique, portant sur l'ouverture du marché communautaire à 20 000 tonnes de viandes - jusqu'alors interdites au sein de l'UE pour raisons sanitaires, qui a été conclu au mois de mai. Et ce sont encore deux nouveaux accords, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, classés parmi les principaux producteurs mondiaux de viandes bovines à bas coût, que la Commission européenne négocie officiellement depuis le « feu vert » donné par les Etats membres le 22 mai dernier, dont la France.

FÉDÉRATION NATIONALE BOVINE
Confédération Nationale de l'Élevage
Fédération Nationale Des Syndicats d'Exploitants Agricoles

149, rue de Bercy – 75595 PARIS CEDEX 12 – Téléphone 01 40 04 51 07 – Télécopieur 01 40 04 51 22

E-mail fnb@fnb.asso.fr

Pire encore, alors que le Brésil est toujours englué dans une gigantesque affaire de corruption ayant abouti à la commercialisation, en 2017, de viandes avariées vers le monde entier, un accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur semble aujourd'hui sur le point de se conclure !

En effet, si le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation affirmait, la semaine dernière, à l'Assemblée Nationale, face aux craintes exprimées par de nombreux députés, que ces négociations étaient loin d'être finalisées... une communication contraire a été faite ces derniers jours par la Commission européenne et plusieurs dirigeants du Mercosur.

Le principal « point de blocage » de ces négociations – portant sur l'accès au marché de l'automobile sud-américain pour les industriels européens - ayant été levé, un accord politique pourrait même être trouvé à l'occasion de la ronde de négociations, qui se tient cette semaine à Montevideo. Et ce sont alors 99 000 tonnes de viandes supplémentaires, non tracées et peu contrôlées, aujourd'hui interdites dans plusieurs pays du monde qui devraient arriver, à droits de douane réduits, dans les assiettes des consommateurs européens.

Pour Bruno DUFAYET, Président de la Fédération Nationale Bovine : *« Le temps est venu, pour nous, éleveurs, de hausser le ton ! Voilà des mois que nous demandons un cap clair pour nos productions et notre alimentation au Président de la République et au Gouvernement : devons-nous suivre la ligne des Etats Généraux de l'Alimentation ou celle de l'ultra-libéralisation ? Devons-nous nous engager vers un élevage toujours plus durable et de qualité, ou transformer nos exploitations familiales en usines pour tenter de survivre face à la concurrence qui nous est imposée ? Cette réponse ne vient pas et le Gouvernement persiste dans ce paradoxe, cette incohérence, cette double-communication. C'est donc un appel massif à la mobilisation que nous lançons. »*

Paris, le 4 juin 2018

FÉDÉRATION NATIONALE BOVINE
Confédération Nationale de l'Élevage
Fédération Nationale Des Syndicats d'Exploitants Agricoles

149, rue de Bercy – 75595 PARIS CEDEX 12 – Téléphone 01 40 04 51 07 – Télécopieur 01 40 04 51 22

E-mail fnb@fnb.asso.fr